



ESI Angers

ESI Rennes

ESI Tours

ESI Nantes Coulongé ESI Nantes Marsauderies



Mail : cgt.disi-ouest@dgfip.finances.gouv.fr

site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/351/>

Déclaration liminaire à la rencontre avec M. Rousselet le 30 juin 2017 à l'ESI de Tours

Monsieur le Directeur,

Nous sommes contraint.e.s de revenir une nouvelle fois sur les nouvelles règles du dialogue social imposées par la Direction générale, en matière de droits des élu.e.s en CAPL et CTL. Ces règles sont particulièrement pénalisantes pour des directions comme la nôtre, dont le champ géographique recouvre 11 départements, de Brest à Niort, avec des déplacements longs et coûteux pour les élu.e.s des personnels. Vous n'êtes certes pas responsable de cette décision, toutefois, en tant que chef des services informatiques de la DGFIP, et qu'interlocuteur direct du Directeur Général, vous devez être sensibilisé à cette problématique particulière. Rappelons que l'ensemble des organisations syndicales de la DiSI boycottent désormais, et ce jusqu'à nouvel ordre, toutes les premières convocations des CTL et CAPL.

Nous vous remercions de bien avoir voulu nous recevoir à l'occasion de votre visite à Tours, même si cette entrevue se déroulera sur un temps restreint. En effet, vous ne resterez ici qu'une demi-journée, contrairement à ce qui s'était passé à Rennes - à petit ESI, petite visite, serions-nous tenté.e.s de dire. Nous espérons que vous trouverez malgré tout le temps de rencontrer tou.te.s les collègues de l'ESI, même si nous ne nourrissons pas d'attente démesurée face à ce genre de tournée des popotes avec photos et serrages de mains à la chaîne – à moins que vous n'ayez une annonce particulière à nous faire ?

Cela ne vous étonnera pas, la première interrogation dont nous vous ferons part concerne l'avenir de l'ESI de Tours – le plus petit de la DiSI Ouest, et aussi le plus éloigné du siège nantais.

La mission phare d'hébergement permet certes d'avoir de jolies machines, mais n'occupera pas grand monde dans le futur ; l'application Paysage qui arrive sera cogérée avec l'ESI de Grenoble et n'assurera peut-être pas des débouchés à un nombre important de collègues ; les applications Cobol exploitées à Tours ne seront pas éternelles ; enfin, l'avenir de l'assistance téléphonique est remis en cause par le déploiement du PAR. Les

agent.e.s de Tours savent que les belles promesses sur l'avenir de l'ESI peuvent ne pas durer plus que celles qui avaient été faites au moment de la création des DiSI, concernant l'assurance du maintien de chaque structure. Ces promesses ont conduit plusieurs établissements à disparaître cette année.

Les travaux d'aménagements prévus à l'ESI de Tours seront réalisés a minima, pour des raisons financières, afin de pouvoir accueillir les collègues muté.e.s. Il n'est pas question pour la CGT d'ignorer la nécessité de dépenser au mieux l'argent public, mais les conditions de travail actuelles des collègues du service de pupitre sont actuellement réellement insatisfaisantes, et les agent.e.s de tous les services ne pourront attendre des années le déblocage des crédits. À propos des conditions de travail, l'avenir du restaurant administratif de Tours suscite des interrogations, que nous relayons ici.

Nous profitons aussi de votre visite pour rappeler les difficultés récurrentes de communication entre les Directions locales et les CID. Les DTA amiante ne sont souvent pas à jour, quand les directions locales veulent bien nous les transmettre. Les mouvements d'agent.e.s sont souvent communiqués tardivement aux collègues de la CID locale, ne permettant pas une planification anticipée des travaux. Les manques en matière de communication sont particulièrement pénalisants lorsque les DDFiP accueillent des structures spécifiques, à l'image du centre de contact du Mans, avec l'arrivée de 30 collègues à installer durant l'été.

Vous l'aurez compris, faute de temps, nous concentrerons nos questionnements sur les problématiques locales, laissant les débats sur le RIFSEEP, la journée de carence, le blocage annoncé du point d'indice, ou la mise à mal des possibilités de promotion, aux groupes de travail nationaux ... et à la lutte sociale.

Vos représentant.e.s CGT lors de cette rencontre : Nathalie Petit et Jean-Christophe Orlandini-Teyssier
